

- Accord-cadre
- Accord sur les marchés publics (A.M.P.)
- Acheteur
- Acte détachable (du contrat)
- Action directe
- Adjudicataire
- Adjudicateur
- Agréation des entrepreneurs
- Agréation (catégorie)
- Agréation (classe)
- Aliénation
- Allotissement
- Arbitrage
- Association momentanée
- Astreinte et mesures provisoires
- Attribution du marché
- Autorité administrative
- Avenant
- Avis de transparence ex ante volontaire

- Besoins d'intérêt général
- Bien-être au travail
- Bon de commande
- Brevet
- Bulletin des adjudications

- Cahier spécial des charges (C.S.C.)
- Candidat
- Catalogue électronique
- Cautionnement
- Centrale d'achat
- Champ d'application de la loi
- Chantier
- Clause sociale
- Coentreprise
- Commencement des prestations
- Commission européenne
- Communication orale
- Compensation
- Compensations industrielles
- Compétence
- Concession de travaux ou de services
- Concours
- Confidentialité des documents et des informations
- Conflit d'intérêts
- Conseil d'État
- Consultation
- Consultations préalables du marché
- Contrat
- Contrôle
- Coopération horizontale non institutionnalisée
- Coordination-sécurité
- Corruption
- Cours et tribunaux
- Coût
- Critère
- Cycle de vie

- Déclaration d'absence d'effets
- Défense et sécurité
- Délai
- Délai d'attente (Standstill)
- Délai de réception des offres et candidatures
- Délai d'exécution du marché
- Délégation de pouvoir
- Demande de participation
- Demande de participation inappropriée
- Demande relative à l'obtention, l'utilisation ou la divulgation illicite des secrets d'affaires
- Dessins et modèles
- Dettes sociales et fiscales
- Directive européenne (marchés publics)
- Document unique de marché européen (DUME)
- Documents du marché
- Données à caractère personnel
- Droits d'exclusivité
- Droit environnemental, social et du travail
- Droits de la propriété intellectuelle
- Droits spéciaux ou exclusifs
- Dumping social

- e-Certis
- EMAS (EU Eco-Management and Audit Scheme)
- Enchères électroniques
- Enregistrement des entrepreneurs
- Entente (entre opérateurs économiques)
- Entité adjudicatrice
- Entreprise liée
- Entreprise publique
- e-Procurement
- Estimation
- Éthique
- Exclusion
- Exécution du marché
- Exigences minimales

- Facture électronique
- Fin du marché
- Fonctionnaire dirigeant
- Forfait

- Garantie
- Gouvernance
- Groupement d'opérateurs économiques

- Inapplication de la loi
- Indemnité réparatrice
- Information des opérateurs économiques (des candidats ou soumissionnaires)
- Instance de recours
- Intercommunale

- Jugement de valeur
- Jury

- Label
- Langue

- Législation belge (marchés publics)
- Licence
- Liste de candidats sélectionnés

- Maître d'œuvre
- Maître d'ouvrage
- Marché à lots
- Marché conjoint occasionnel
- Marché de faible montant
- Marché de fournitures
- Marché de promotion de travaux
- Marché de services
- Marché de travaux
- Marché fractionné
- Marché in house
- Marché mixte
- Marché public
- Marché réservé
- Marché scindé
- Marché subventionné
- Marques
- Métré et inventaire
- Modification du marché
- Monopole
- Motivation
- Moyens de communication électroniques

- Négociation

- Offre
- Offre inacceptable
- Offre inappropriée
- Offre irrégulière
- Opérateurs économiques
- Option
- Ordre public
- Organisme de droit public (Organisme d'intérêt public)
- Ouvrage

- Paiement
- Partenariat public-privé (PPP)
- Participation préalable de candidats ou de soumissionnaires
- Pays tiers à l'UE
- Personne bénéficiant de droits spéciaux ou exclusifs
- Plans
- PME
- Pouvoir adjudicateur
- Principe de concurrence
- Principe d'égalité et de non-discrimination
- Principe de proportionnalité
- Principe de transparence
- Principe d'impartialité
- Principes généraux (des marchés publics)
- Prix
- Procédures (de passation)
- Profil d'acheteur
- Propriété industrielle

- Propriété intellectuelle
- Publicité (mesures de)

- Rabais
- Rapport d'attribution
- Réception
- Recherche et développement
- Reconduction
- Recours
- Recours en annulation
- Recours indemnitaire
- Recours en suspension
- Réfaction
- Règles de l'art
- Responsabilité civile

- Sanctions de substitution
- Sanctions et mesures d'office
- Secret d'affaires
- Secteurs (classiques / spéciaux)
- Secteurs sensibles à la fraude
- Sélection
- Services sociaux et autres services spécifiques
- Seuils de publicité européenne
- Soumissionnaire
- Sous-traitant
- Spécifications techniques
- Subvention
- Système d'acquisition dynamique

- Techniques et instruments pour les marchés électroniques et agrégés
- TED (Tenders Electronic Daily)
- Télémarc
- Traités UE
- Travail au noir (lutte contre le)
- Travailleur détaché
- Trouble de voisinage
- Tutelle administrative
- T.V.A.
- Type

- Variante
- Vocabulaire commun pour les marchés publics